



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 33 – 14 octobre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement annonce un plafonnement des revenus des producteurs d'électricité décarbonée

Climat & Energie

- Le Royaume-Uni se prépare à réduire sa consommation d'énergie
- La Chambre des Lords appelle le gouvernement à en faire plus pour atteindre la neutralité carbone en 2050
- Le gouvernement envisagerait de limiter l'installation de fermes solaires photovoltaïques sur des terres agricoles
- Des riverains s'opposent à la prolongation de l'exploitation d'une mine de charbon au Pays de Galles

Environnement

- Le gouvernement envisage de lever certaines contraintes sociales et écologiques régissant la construction de nouveaux logements
- Une ONG appelle les Britanniques à participer à une opération de surveillance de la qualité des cours d'eau

Industrie

- *Make UK* présente plusieurs propositions pour augmenter le nombre de formations techniques dans l'industrie manufacturière et l'ingénierie
- Le gouvernement pourrait réduire ses exigences en matière de production de véhicules zéro émissions

Transports

- Le gouvernement a publié sa réponse à l'enquête de la *Competition and Markets Authority (CMA)* sur les prix des carburants publiée en juillet

- Le port de Douvres alerte sur les conséquences de la mise en œuvre du système européen *Entry Exit System (EES)*
- Le *think tank Intergeneration Foundation (IF)* publie un rapport visant à réduire le transport aérien en faveur du transport ferroviaire
- L'aéroport d'Heathrow espère revenir à son niveau d'activité pré-Covid d'ici un an

Fait marquant

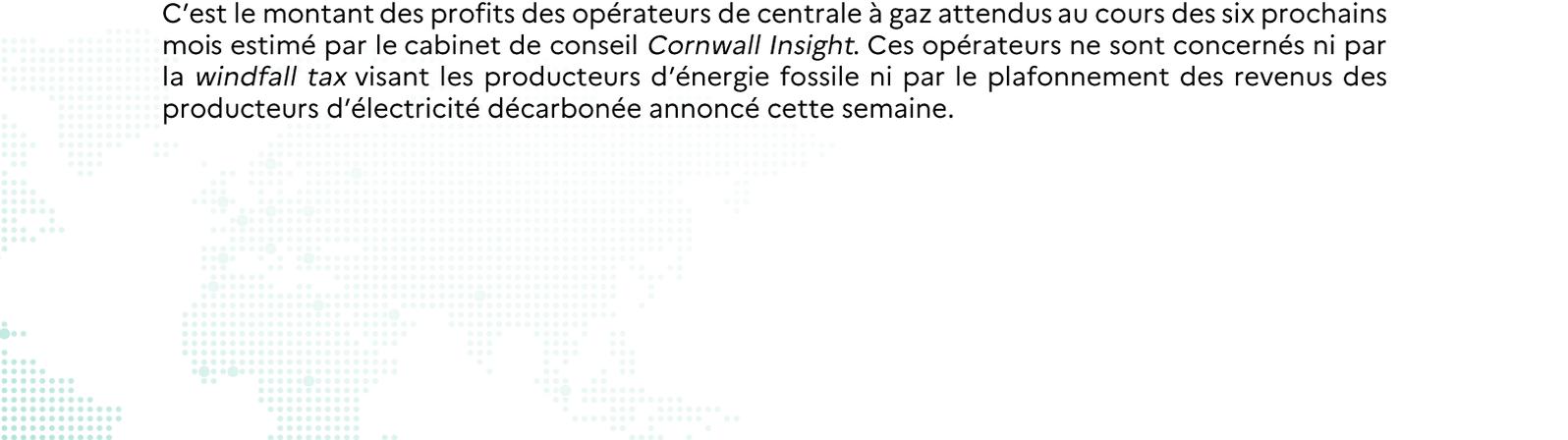
Le gouvernement annonce un plafonnement des revenus des producteurs d'électricité décarbonée

Alors qu'il excluait jusqu'à présent toute extension de la taxe sur les profits des producteurs d'énergie (*windfall tax*), le gouvernement a annoncé la mise en place d'un plafonnement des revenus des producteurs d'électricité renouvelable et nucléaire d'Angleterre et du Pays de Galles (*Cost-Plus Revenue Limit*). Selon le projet de loi ([Energy Prices Bill](#)) présenté le 11 octobre, ce mécanisme, conçu comme temporaire, sera mis en œuvre dès le début de l'année 2023. Le périmètre des producteurs concernés et le niveau du plafond restent encore à déterminer ; une consultation sera lancée dans les prochains jours. Le gouvernement précise toutefois que les producteurs pourront continuer de bénéficier des compléments de rémunération ou des subventions le cas échéant. Les [producteurs d'énergie renouvelable ont d'ores et déjà mis en garde le gouvernement](#) contre un plafond trop faible par rapport au plafond européen (180 € / MWh), qui pourrait décourager les investissements au Royaume-Uni. Ce projet de loi prévoit également le lancement en 2023 d'un nouvel appel d'offres de prime d'achat symétrique (*Contracts for Difference*) pour les unités de production d'électricité décarbonée déjà en service. Il introduit enfin les bases législatives nécessaires pour la mise en œuvre des aides aux ménages et aux entreprises déjà annoncées (notamment le plafonnement des prix de l'énergie), cette dernière étant d'ailleurs étendue aux contrats d'approvisionnement signés depuis le 1^{er} décembre 2021 au lieu du 1^{er} avril 2022 comme annoncé initialement.

Le chiffre de la semaine

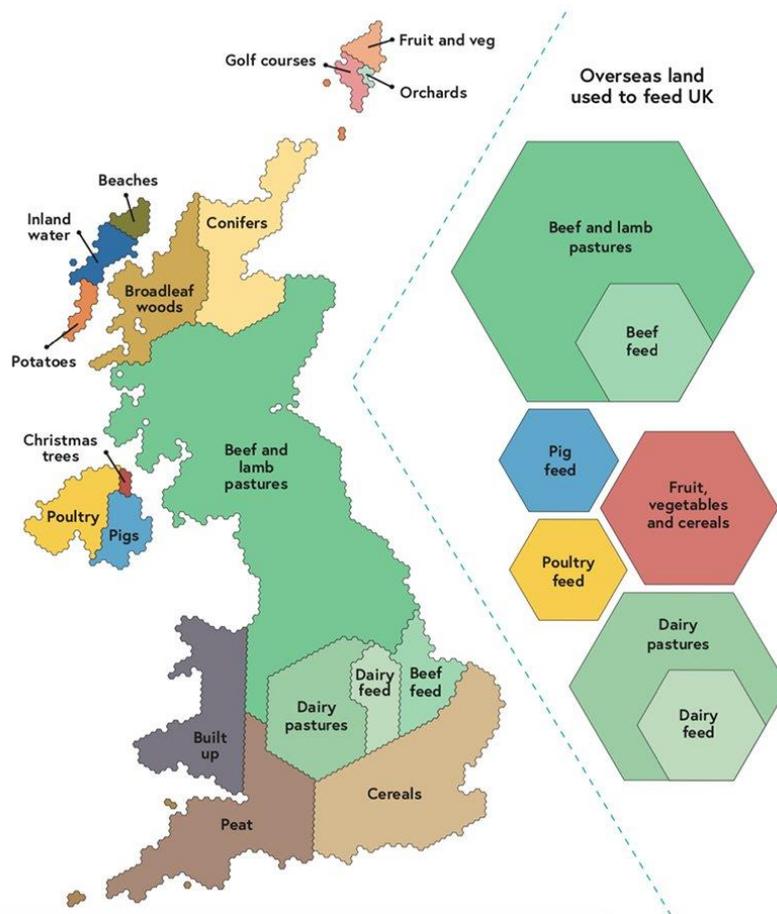
10 Md£

C'est le montant des profits des opérateurs de centrale à gaz attendus au cours des six prochains mois estimé par le cabinet de conseil *Cornwall Insight*. Ces opérateurs ne sont concernés ni par la *windfall tax* visant les producteurs d'énergie fossile ni par le plafonnement des revenus des producteurs d'électricité décarbonée annoncé cette semaine.





Le graphique de la semaine



Ce graphique représente les différents usages auxquels sont affectés les terres britanniques. Près de 70 % du territoire est destiné à l'agriculture, principalement pour le bétail, l'alimentation du bétail et les pâturages. La partie de droite du graphique représente, à la même échelle, les terres situées à l'étranger utilisées pour nourrir le Royaume-Uni. Ces terres représentent près de la moitié des terres utilisées par l'économie britannique. Au total, en comptant les terres utilisées à l'étranger, les terres utilisées pour élever les bovins et les ovins consommés au Royaume-Uni occupent une surface plus grande que celle du territoire national.

Source : [The National Food Strategy](#), Part II

Climat & Energie

Flash – D’après les statistiques de surmortalité, les vagues de chaleur de l’été 2022 auraient tué 3 271 personnes au Royaume-Uni, dont 2 227 entre le 10 et le 25 juillet.

Flash – Selon le journal [The Telegraph](#), le gouvernement envisagerait de proposer des chèques de 1 000 £ aux riverains des projets de gaz de schiste afin d’en favoriser l’acceptation sociale.

Le Royaume-Uni se prépare à réduire sa consommation d’énergie

Après s’y être d’abord opposée par aversion pour l’intrusion de l’Etat dans la vie privée des ménages, la Première ministre Liz Truss a annoncé le 12 octobre qu’une vaste campagne de communication serait lancée prochainement pour inciter les ménages britanniques à réaliser des économies d’énergie. Le régulateur de l’énergie, *Ofgem*, a également annoncé le lancement de sa propre campagne de sensibilisation. Par ailleurs, le gestionnaire de réseau *National Grid* s’appête à lancer une offre d’effacement diffus de la consommation électrique, qui perdurera même après l’hiver : les ménages détenant un compteur communicant pourront être rémunérés s’ils réduisent leur consommation pendant les heures de pointe afin de délester le réseau. Des offres similaires ont déjà été mises en place par des fournisseurs d’énergie, comme *Octopus Energy* ou *Ovo Energy*. Enfin, certaines autorités locales ont commencé à prendre des mesures pour réduire leur consommation d’énergie : baisse de la température des bâtiments publics, fermeture de bâtiments tertiaires non destinés à l’accueil du public, réduction du nombre d’heures de fonctionnement des réseaux de chaleur communaux...

La Chambre des Lords appelle le gouvernement à en faire plus pour atteindre la neutralité carbone en 2050

Dans son dernier [rapport](#), la commission sur le changement climatique de la Chambre des Lords juge que la stratégie du gouvernement repose trop lourdement sur des technologies encore immatures et que son approche des changements de comportement était « sérieusement inappropriée », alors que ceux-ci pourraient représenter 32 % de la baisse des émissions nécessaires d’ici 2035. Les Lords demandent ainsi des mesures renforcées pour inciter les ménages à manger moins de viande, prendre moins l’avion ou consommer plus durablement. Ils proposent également de lancer un plan de rénovation thermique des logements, d’introduire des dates d’interdiction de technologies fortement émettrices lorsque des alternatives existent, de lancer une réflexion sur la création d’une taxe sur les vols long-courrier ou encore de préciser les termes se rapportant à l’impact environnemental pouvant être utilisées à des fins de promotion des produits de grande consommation.

Le gouvernement envisagerait de limiter l’installation de fermes solaires photovoltaïques sur des terres agricoles

Le ministre chargé de l’agriculture, Ramil Jayawardena, s’appêterait à élargir le champ des terres agricoles dans la politique d’aménagement du territoire, ce qui conduirait à interdire *de facto*

l'installation de panneaux photovoltaïques sur 41 % du territoire de l'Angleterre ou 58 % des terres agricoles. Cette mesure serait destinée à accroître la production agricole et améliorer la sécurité alimentaire du pays. Si le ministère chargé de l'énergie n'y est pas favorable, elle serait soutenue par la Première ministre Liz Truss, connue pour son hostilité aux panneaux photovoltaïques.

Des riverains s'opposent à la prolongation de l'exploitation d'une mine de charbon au Pays de Galles

Alors que la production devait s'arrêter en septembre après 15 ans d'exploitation, l'exploitant la mine de charbon de Ffos-y-Fran, *Merthir Ltd*, a déposé auprès de l'autorité locale une demande de prolonger de 9 mois son exploitation et prépare une demande d'extension supplémentaire de 3 ans. L'entreprise souhaite en effet continuer de fournir du charbon aux producteurs d'acier voisins et prétend par ailleurs qu'elle ne disposerait pas des fonds suffisants pour remettre le site en état après la fin de l'exploitation. Face à cette situation, les riverains s'organisent et comptent contester ces demandes sur le fondement de l'objectif du Pays de Galles d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Environnement

Flash – Selon un sondage [YouGov](#), 51 % des Londoniens soutiendraient la proposition du Maire de Londres d'étendre la zone à faibles émissions (*Ultra Low Emission Zones, ULEZ*) à toute la ville de Londres à compter d'août 2023. 27 % y seraient opposés.

Le gouvernement envisage de lever certaines contraintes sociales et écologiques régissant la construction de nouveaux logements

Dans le cadre de son plan pour soutenir le marché immobilier et la croissance économique, le ministre chargé du logement, Simon Clarke, proposerait d'augmenter de 10 à 40 ou 50 le seuil de nombre de logements à partir duquel tout projet immobilier doit comporter des logements abordables. Cette mesure pourrait réduire de 20% le nombre de logements abordables construits chaque année. Il propose également de lever le moratoire sur la construction de 100 000 logements à proximité des zones humides protégées des comtés de Norfolk, Hampshire, Devon et du Nord Est, de faciliter la transformation de bureaux et de bâtiments agricoles en logement et de supprimer les autorisations nécessaires pour faire des travaux d'agrandissement des logements.

Une ONG appelle les Britanniques à participer à une opération de surveillance de la qualité des cours d'eau



Après le succès de la *Big Garden Birdwatch* et de la *Big Butterfly Count*, l'ONG *Planet Patrol* lance l'initiative [Autumn Water Watch](#) le weekend du 14 au 16 octobre : les Britanniques sont invités à aller se promener le long des cours d'eau à proximité de leur domicile et à y faire, à travers une application, des relevés du niveau de pollution, des déchets plastiques ou de la présence d'espèces invasives.

Industrie

Make UK présente plusieurs propositions pour augmenter le nombre de formations techniques dans l'industrie manufacturière et l'ingénierie

L'[étude](#) porte sur les *T Levels*, une formation technique diplômante de deux ans créée en 2020 et destinée au plus de 16 ans. La formation doit être composée à 80 % d'enseignement et 20 % de stages en entreprises (*placements*). Selon *Make UK*, jusqu'à 43 500 stages de ce type seraient nécessaires d'ici 2024/2025 pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les domaines de l'industrie manufacturière et de l'ingénierie. Or, actuellement seuls 9 % des employeurs de ces secteurs accueillent des stagiaires *T Level* et seulement 12 % envisageraient de le faire dans l'année à venir. Afin d'encourager le recrutement de stagiaires *T Level*, *Make UK* recommande notamment de :

- Réinstaurer, pour les PME, le financement de 1 000 £ par stagiaire recruté dans le cadre de ces formations techniques ;
- Mener une campagne de promotion des formations *T Level* à destination des employeurs ;
- Mener un travail conjoint entre les ministères de l'Education, des Transports, du *Levelling up* et les autorités locales pour réduire les difficultés de transport qui empêchent les jeunes d'accéder aux lieux de formation et de stage ;
- Créer une *T Level industry placement taskforce*.

Le gouvernement pourrait réduire ses exigences en matière de production de véhicules zéro émissions

En avril le ministère des Transports (*DfT*) a lancé une [consultation](#) sur le « *zero emission vehicles mandate* » (*ZEV*) visant à obliger les producteurs automobiles à produire un minimum de voitures et utilitaires zéro émissions. Selon les données présentées dans la consultation, le *ZEV* s'appliquerait à partir de 2024 et s'élèverait à 22 % pour les voitures et 8 % pour les utilitaires. Selon des informations rapportées par le quotidien britannique *i*, la [ministre des Transports](#) envisagerait de diminuer ces pourcentages, répondant ainsi aux demandes d'une partie de l'industrie automobile. Le gouvernement maintiendrait toutefois son objectif d'interdire la vente de voitures et utilitaires thermiques neufs à compter de 2030 et hybrides à compter de 2035. Les associations environnementales et l'opposition craignent qu'un *ZEV* moins ambitieux ne ralentisse le déploiement des véhicules zéro émissions (produits en moindre quantité, ces véhicules demeureront trop chers pour une partie de la population) et des infrastructures de recharge électriques.

🌐 Transports

Flash – Le [Seafarers' Minimum Wage Bill](#), qui vise à rémunérer au salaire minimum les marins opérant sur les ferries transmanches, a été examiné en commission à la Chambre des Lords. Le texte sera débattu par la Chambre le 26 octobre.

Flash – Après que l'Opep a décidé de réduire sa production de pétrole, les prix des [carburants](#) à la pompe ont augmenté pour la première fois en trois mois au R-U. Lundi 10 octobre ils s'élevaient à 1,86 €/l en moyenne pour l'essence (1,85 €/l le vendredi 7 octobre) et à 2,08 €/l pour le diesel (2,06 €/l le 7 octobre).

Flash – Les militants de *Transport Action Network (TAN)* ont intenté une action en justice contre un projet de près d'1 Md£ visant à améliorer et agrandir les [routes](#) entre Milton Keynes et Cambridge. Selon le *TAN*, le ministère des Transports aurait dû analyser l'impact de ce projet au regard des budgets carbone sectoriel, régional, et locaux plutôt que de se référer seulement au budget carbone national.

Flash – Interrogé par la [commission](#) parlementaire des Transports, Mike Lynch, secrétaire général du syndicat *RMT (Rail, Maritime and Transport Workers)* a affirmé que les compagnies ferroviaires et *Network Rail* n'avaient toujours pas présenté de nouvelles propositions de hausse des salaires. Faute de négociations rapides sur ce point, la *RMT* prévoit d'organiser de nouvelles [grèves](#).

Flash – [Ferrovial](#), groupe d'infrastructure et l'un des actionnaires de l'aéroport d'Heathrow, a accepté de vendre son activité de services au R-U, [Amey](#), à *One Equity Partners* et *Buckthorn Partners* dans le cadre d'une transaction de 400 M£.

Flash – A partir du 21 octobre, la chaîne de supermarchés [Asda](#) mettra fin à la prime d'1,50 £/h accordée en juillet à ses 1500 chauffeurs-livreurs, correspondant à une baisse de plus de 12 % de leur salaire horaire. Cette prime, qui devait s'appliquer au moins jusqu'à Noël, avait pour objectif d'attirer des chauffeurs dans un contexte de pénurie, mais *Asda* estime qu'elle n'a pas produit l'effet escompté.

Le gouvernement a publié sa réponse à l'enquête de la *Competition and Markets Authority (CMA)* sur les prix des carburants publiée en juillet

Dans son rapport, la *CMA* conclut que le marché de vente de détail des [carburants](#) « semble relativement concurrentiel » malgré des variations géographiques dans les prix à la pompe, en particulier entre zones rurales et urbaines. La marge des détaillants ne représente qu'une faible part des prix à la pompe (environ 10 pences par litre). Ils auraient, dans l'ensemble, fait bénéficier leurs consommateurs de la baisse de 5 p des droits d'accises sur les carburants (*fuel duty*) introduite au printemps. Afin d'assurer une plus grande transparence de ce marché, la *CMA* recommande de créer un système, en libre accès, précisant les prix pratiqués sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'un système d'informations dédiée aux autoroutes, où les prix dans les stations-service sont généralement plus élevés. Le gouvernement prévoit d'étudier la faisabilité d'un tel système, en

s'appuyant notamment sur les exemples allemand et autrichien dans ce domaine. Reconnaisant les bénéfices de ce système pour les autoroutes, le gouvernement précise que d'autres éléments doivent d'abord être considérés, notamment les impacts environnementaux d'une probable diversion du trafic du trafic routier vers les stations-services de villes situées à proximité des autoroutes. La CMA mène par ailleurs une enquête de marché plus approfondie sur le marché des carburants, dont les résultats partiels devraient être publiés cet automne.

Le port de Douvres alerte sur les conséquences de la mise en œuvre du système européen Entry Exit System (EES)

Devant la commission parlementaire des [Transports](#), Doug Bannister, directeur général du port de Douvres, a indiqué que la mise en œuvre de ces nouveaux contrôles aux frontières, prévue en mai 2023, perturberait de manière durable les déplacements des Britanniques vers le continent. [Le système EES](#) imposera à tout ressortissant de pays tiers souhaitant se rendre dans l'Union européenne (UE) d'obtenir une autorisation d'entrée valable trois ans. Lors des contrôles aux frontières, tous les passagers de plus de 12 ans devront fournir leurs photographie et empreintes digitales. Ce système impactera particulièrement les ports comme Douvres ou la gare de Saint-Pancras, qui pratiquent des contrôles dit « juxtaposés » (effectués par les autorités françaises avant le départ vers l'UE). M. Bannister a indiqué qu'avec *EES*, les temps de contrôle pourraient atteindre 10 minutes pour une voiture de quatre passagers, contre 1 min 30 actuellement. Le R-U devrait lui aussi introduire un système similaire en 2023, qui obligerait les ressortissants étrangers à demander une autorisation avant d'entrer sur le territoire britannique.

Le think tank Intergeneration Foundation (IF) publie un rapport visant à réduire le transport aérien en faveur du transport ferroviaire

[Selon l'IF](#), une fois pris en compte les émissions de CO2 et les autres impacts environnementaux, l'aviation domestique britannique aurait produit 2,7 MteqCO2 en 2019. 62 % de ces émissions proviendraient de trajets desservis par des alternatives en train. Or, selon l'analyse du *think tank*, les trajets en train ne seraient, en moyenne, que 14 minutes plus longs que leurs équivalents en avion, une faible différence qui s'explique principalement par des trajets effectués entre centres-villes. L'*IF* estime également que les différences de prix entre les billets d'avion et de train demeurent faibles, pourvu que ces derniers soit réservés en avance. Afin d'encourager un transfert modal vers le ferroviaire, le *think tank* recommande de :

- Ne plus subventionner le secteur aérien domestique ;
- Supprimer les quotas d'émissions gratuits alloués au secteur dans le cadre du marché britannique de quotas d'émissions (*UK ETS*) ;
- Revenir sur la réduction des taxes passagers (*Air Passenger Duty, APD*) pour les vols domestiques ;
- Introduire un droit d'accise (*fuel duty*) sur le kérosène utilisé lors des vols domestiques ;
- Remplacer l'*APD* par une TVA ou une taxe supplémentaire sur les passagers aériens réguliers.

Le rapport cite également l'exemple de la France qui a interdit récemment les vols domestiques lorsque qu'existe une alternative en train de moins de 2h30.

L'aéroport d'Heathrow espère revenir à son niveau d'activité pré-Covid d'ici un an

Cet été, [Heathrow](#) a été le premier aéroport européen en nombre de passagers. L'activité de l'aéroport londonien, où ont transité environ 5,8 M de passagers en septembre, demeure toutefois inférieure de 15 % à son niveau de 2019. Malgré de fortes incertitudes (crise du coût de la vie, conflit ukrainien, possibles nouvelles vagues de Covid) qui pourraient faire diminuer la demande passagers dans les prochains mois, celle-ci devrait demeurer élevée au moment des fêtes de Noël. Le PDG d'Heathrow, John Holland-Kaye espère revenir à « une capacité, des niveaux de service et de résilience » pré-pandémiques d'ici 12 mois. La limite de 100 000 passagers pouvant être accueillis à Heathrow chaque jour sera par ailleurs levée le 29 octobre, date de début des vacances scolaires d'automne au R-U. Introduite à l'été, cette limite avait, selon l'aéroport, permis de réduire les retards et annulations de vols dus notamment à un manque de personnels au sol.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international